

Mémoire soumis au ministre des Finances lors de la Consultation sur le budget 2021-2022

INTRODUCTION

L'ACÉPO représente les quatre conseils scolaires publics de langue française de l'Ontario. Son mandat est de faire avancer l'éducation publique en français dans la province. Les écoles publiques sont inclusives et offrent une éducation de haute qualité. Elles connaissent de loin la plus forte croissance du nombre d'inscriptions de la province grâce aux résultats académiques enviables de leurs élèves.

Comme le reste de l'Ontario, les conseils scolaires publics de langue française sont fortement touchés par la pandémie. Face à l'adversité, ils font preuve d'une exceptionnelle résilience et humanité. Les conseils scolaires publics de langue française de l'Ontario et tout leur personnel continuent à fournir le meilleur enseignement possible aux jeunes pour leur donner des perspectives d'avenir enviables. Leur engagement, non seulement envers les élèves, mais aussi envers la province doit continuer à être soutenu par le gouvernement de l'Ontario. Car c'est d'abord et avant tout en misant sur les ressources de son capital humain et des services éducatifs de haut niveau que l'Ontario réussira sa conversion post COVID-19 et sa reprise économique.

RECOMMANDATIONS

Pandémie : transition de la gestion de crise à une nouvelle normalité

La pandémie a de lourdes répercussions financières sur les conseils scolaires. En 2020, de nouvelles dépenses directement liées à la COVID-19, se sont ajoutées aux coûts opérationnels des conseils scolaires. Une partie de ces dépenses supplémentaires a été financée par le gouvernement de l'Ontario et par le Fédéral, alors que les conseils scolaires ont dû puiser dans leur réserve opérationnelle pour couvrir le reste des dépenses.

Or, sachant que le système d'éducation publique de l'Ontario devra vivre avec la pandémie et ses effets pour quelques années encore, l'utilisation de la réserve opérationnelle ne peut constituer une solution viable, sans mettre à risque l'équilibre budgétaire de nos conseils scolaires et la qualité de l'éducation offerte à nos élèves. En effet, malgré la nature imprévisible de cette pandémie, il est clair que certains des changements qu'elle nous force à mettre en œuvre deviendront la nouvelle normalité de nos écoles.

L'ACÉPO recommande au gouvernement de l'Ontario d'augmenter l'enveloppe budgétaire pour le financement des conseils scolaires publics de langue française de 4 %, soit environ 25 millions de dollars, pour leur permettre de faire face à la COVID-19, de continuer leur développement et d'atteindre leur équilibre financier pour l'année scolaire 2021-2022. Ces fonds permettront, par exemple, l'embauche de personnel scolaire supplémentaire (enseignants, aides-éducateurs, concierges, etc.), une offre accrue de services en soutien mental pour nos élèves et notre personnel, et l'achat d'équipement de protection personnel.

Ainsi, ce financement supplémentaire stable et durable permettra à nos conseils scolaires de quitter le mode gestion de crise et de reprendre une gestion optimale de leur budget de fonctionnement.

Pénurie du personnel scolaire qualifié de langue française

Depuis de nombreuses années, les conseils scolaires de langue française vivent une situation grave de pénurie d'enseignants. À chaque année, les conseils de langue française ont besoin de 940 enseignants de plus que l'année précédente, juste pour répondre à la croissance du nombre d'élèves qui choisissent l'éducation de langue française combinée aux départs à la retraite du personnel enseignant.

Avec l'arrivée de la pandémie, ce contexte difficile s'est transformé en crise. Certaines écoles pourraient même être fermées temporairement au cours des prochains mois, non pas en raison d'une éclosion de COVID-19, mais dû à un manque d'enseignants. La situation est accentuée par le succès des programmes d'immersion des écoles anglophones et leur besoin en enseignants francophones. Il est essentiel que tous les élèves francophones de l'Ontario puissent bénéficier d'un enseignement de qualité en français. Ce sont près de 110 000 élèves, et leur famille, qui sont à risque.

Heureusement, un Groupe réunissant notre association, l'association catholique, le syndicat d'enseignants francophones et le ministère de l'Éducation, travaille actuellement à l'élaboration de recommandations à court, moyen et long terme pour le ministre de l'Éducation de l'Ontario. Le rapport sera élaboré pour que le ministre de l'Éducation réponde de façon stratégique à l'échelle provinciale aux besoins actuels et futurs en matière de formation d'un personnel enseignant de langue française dûment qualifié. Pour maintenir un rendement élevé des élèves et assurer ainsi leur réussite scolaire, il importe d'implanter des programmes rigoureux de formation initiale et d'offrir au personnel une formation et un accompagnement en cours d'emploi continue et de haute qualité. Ce rapport sera déposé à la fin décembre et comportera des éléments structurants pour assurer la pérennité de l'éducation de langue française en Ontario.

L'ACÉPO recommande au gouvernement de l'Ontario d'assurer un financement adéquat des prochaines recommandations du Groupe de travail sur la pénurie d'enseignantes et d'enseignants dans le système d'éducation en langue française.

CONCLUSION

Nous remercions le ministre des Finances de nous avoir donné l'occasion de lui présenter nos recommandations pour le budget 2021-2022 de l'Ontario. Nous réitérons notre volonté de collaborer avec le gouvernement pour ensemble trouver des solutions. Il en va de la pérennité de notre système d'éducation publique de langue française.